



FCSB
Fédération
Centres Sociaux &
Socioculturels de
Bretagne

**NOUS FÉDÉ,
QUE FAISONS-NOUS ?**



Mobilisations, enjeux, retombées de 2024 à 2026

ÉDITO

LA FÉDÉRATION

est une force collective incontournable avec les structures locales et les habitants. Ce document retrace, de manière chronologique et argumentée, les actions de réseau menées par la FCSB et la FCSF et leurs retombées. Il met en lumière :

- La continuité de l'engagement fédéral,
- Les résultats concrets obtenus en matière de lobbying,
- La visibilité politique et publique des centres sociaux,
- L'impact direct sur la CNAF et sur les politiques publiques.

Les structures et la Fédération ont traversé en 2024-2025 une période de fortes turbulences : instabilité politique, orientations budgétaires défavorables (arrêt du Hub et licenciement de conseillers numériques, d'adultes relais, d'emplois aidés...), inflation et augmentation des salaires. Malgré ce contexte, la Fédération s'est mobilisée pour défendre l'Animation de la Vie Sociale (AVS), assurer la survie des structures fragilisées et rappeler leur rôle essentiel dans la cohésion sociale et la démocratie de proximité.

Mettre de la dynamique là où certains ont voulu mettre de la dynamite.

Jacques Guillerm, administrateur fédéral et du Centre Social Ti an Oll à Plourin-Les-Morlaix

2024

MOBILISATION GÉNÉRALE ET CONSTRUCTION D'UN RAPPORT DE FORCE

JANVIER 2024 - UNE MOBILISATION NATIONALE HISTORIQUE

Près de 1 500 acteurs (EVS, Centres Sociaux et Socioculturels, Fédérations...) ont mené des actions visibles à travers tout le pays : fermetures symboliques, occupations de l'espace public, rassemblements devant les mairies et préfectures. Cette mobilisation massive, inédite par son ampleur, a marqué un tournant.



- Forte couverture médiatique locale et nationale, nous plaçant au cœur du débat public.
- Soutien de nombreux élus locaux et parlementaires, donnant une légitimité politique accrue.
- Mise à l'agenda politique de la question du financement de l'animation de la vie sociale : désormais la CNAF et le gouvernement ne peuvent ignorer la crise.



MARS 2024 - RENDEZ-VOUS NATIONAL AU CESE

Quelques semaines plus tard, la FCSF organisait un rassemblement au Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE), réunissant les associations d'élus, la CNAF, la CNAV, la CCMSA et le Ministère des Solidarités.

Une mobilisation citoyenne exceptionnelle a appuyé cette rencontre : 150 000 cartes signées par les habitants, bénévoles, salariés et élus.



- Meilleure reconnaissance des structures de développement social local (SDSL) comme interlocuteurs légitimes au plus haut niveau institutionnel.
- Mise sur la table d'un fonds de soutien exceptionnel pour l'AVS.
- Obtention, quelques semaines plus tard, d'un Fonds d'Aide Exceptionnelle (FAE) de 11,7 M€, octroyé par la CNAF.



Notre plaidoyer a montré l'efficacité des fédérations pour obtenir des résultats tangibles même si le montant et les critères d'attribution n'ont pas été à la hauteur des attentes. De même certaines Cafs ont subventionné les structures sur leurs fonds propres.



ALERTE SUR LA POLITIQUE DE LA VILLE

En parallèle, les fédérations à travers le CNAJEP se sont mobilisées lors de la consultation ministérielle sur la politique de la ville, dans le cadre de l'Appel d'Épinay, avec comme premiers résultats :

- Signal d'alerte face aux premières coupes budgétaires.
- Constitution d'une alliance inter-associative (avec Le Mouvement Associatif, le CNAJEP...) pour peser davantage collectivement.
- Début d'un suivi structuré des baisses de financements départementaux, permettant de documenter les impacts concrets sur les équipes et les habitants.

JUILLET 2024 - INTERPELLATIONS LORS DES LÉGISLATIVES

Les élections législatives ont donné l'occasion aux fédérations de rappeler aux nouveaux député·es la gravité de la situation et la nécessité de soutenir les centres sociaux :

- Maintien d'un dialogue politique direct avec les parlementaires.
- Les centres sociaux ont pris place dans les débats nationaux sur la question de la cohésion sociale.

SEPTEMBRE 2024 - COURRIER AUX DÉPUTÉ·E.S DE BRETAGNE


La Fédération régionale, en lien avec la dynamique nationale, a adressé un courrier aux député·e.s rappelant :

Le rôle historique des centres sociaux,

- Leur utilité sociale
- Les difficultés structurelles et financières (salaires, fluides, matières premières...).
- La mobilisation de janvier dans les 4 départements bretons
 - Plusieurs dizaines d'actions locales documentées :
 - fermetures symboliques,
 - rencontres d'élus municipaux et départementaux,
 - relais sur les réseaux sociaux,
 - communication interne et inter-centres.



- Rendez-vous obtenus auprès de la majorité des député·e-s et sénateur·ice.s
- Soutiens effectifs de parlementaires : questions au gouvernement à l'Assemblée Nationale et au Sénat
- Relais des centres auprès de leur mairie et des élus municipaux

 Le courrier a généré du dialogue et renforcé la visibilité politique du réseau.



OCTOBRE 2024 - UN CONGRÈS RÉGIONAL MOBILISATEUR

Deux journées de travaux pour rassembler, faire ensemble et co-construire un projet de réseau et de mouvement pour agir sur les enjeux de société dans un cadre convivial.

Une coordination fédérale déterminante

L'ingénierie fédérale a permis :

- Une mobilisation et une implication collective du réseau.
- Une harmonisation du message adressé aux parlementaires par la mise en place d'outils partagés, un suivi et un maillage renforcé (interconnexion entre les différents acteurs)

Une veille sociale et une réactivité dans la rédaction de plaidoyers. Cette coordination contribue à peser dans le rapport de force national.

2025

CONSOLIDATION ET PLAIDOYERS RENFORCÉS



JANVIER 2025 « UN AN APRÈS »

Les fédérations ont poursuivi leur mobilisation :

- Par une communication nationale : réseaux sociaux, communiqués de presse, actualisation de plaidoyers.
- Par la diffusion d'une enquête de la CNAF, confirmant les données actualisées de notre réseau sur les difficultés économiques persistantes, venant ainsi appuyer le discours fédéral et renforçant la crédibilité du plaidoyer.
- Par le maintien de notre visibilité publique et politique
- Par la consolidation du rôle de la FCSF comme vigie nationale.



MARS 2025 - NOUVELLES INTERPELLATIONS ET ALLIANCES

Deuxième rendez-vous national entre la FCSF et le ministère de la cohésion sociale pour faire le point sur les engagements pris :

- Pression politique maintenue sur le gouvernement.
- Contribution dans les débats sur la simplification administrative et les modèles socio-économiques.
- Alliances stratégiques consolidées avec le CNAJEP, Le Mouvement Associatif et le CESE, donnant plus de poids aux revendications.



JUIN 2025 - DIALOGUE RENFORCÉ AVEC LA CNAF

En juin, la CNAF et la FCSF se sont réunies dans le cadre de la cellule de veille :

- Prolongement du FAE à hauteur de 5 M€, pour aider les structures les plus fragiles.
- Présentation par la CNAF, les 23 et 27 juin, de l'actualisation de la doctrine AVS (circulaire avec la participation active de la FCSB)

La FCSF a porté des propositions critiques pour défendre les fondamentaux : accueil inconditionnel, participation des habitants, démarche ascendante.

Retombées :

- Nouvelle réussite concrète pour les structures, avec un soutien financier direct.
- Reconnaissance de la FCSF comme acteur de co-construction des politiques publiques.
- Préservation d'une vision émancipatrice de l'AVS (accueil inconditionnel, la place des habitants, le Allers-vers).



SEPTEMBRE 2025 - ENQUÊTE « CULTURE ET SOLIDARITÉ » (FAS)

La FAS (Fédération des Acteurs de la Solidarité) a publié une enquête nationale à laquelle 223 structures ont répondu.

Résultats clés :

- 90 % des structures mènent des activités culturelles régulières.
- Impacts positifs sur les habitants (confiance, bien-être, autonomie) et sur les professionnels (coopération, plaisir au travail).
- Freins : manque de financements, absence de postes dédiés.



- Mise en lumière du rôle culturel des structures sociales.
- Plaidoyer pour une politique interministérielle Culture-Pauvreté, sur le modèle de Culture-Santé, la Charte Culture et Éducation Populaire
- Valorisation des pratiques locales innovantes.



SEPTEMBRE - DÉCEMBRE 2025 AU NIVEAU RÉGIONAL, LA FÉDÉRATION A ORGANISÉ :

- Une nouvelle mobilisation inter-associative s'est tenue autour des ACM et des baisses de financements dans le 56
- Une rencontre avec les membres du pacte du pouvoir de vivre à Pontivy
- Nouvelles interpellations des élus locaux et rencontres locales (accompagnements de démarches, Quimper, Lorient, Brest, Rennes...)
- Soutien aux structures locales
- Le travail de plaidoyers avec le CRAJEP (FCSB présente au Bureau)
- Le travail continu auprès des départements (22 et 35) et les partenaires (CARSAT, MSA, Cafs...)
- Mobilisation nationale avec le mouvement associatif du 11 octobre
- Lancement du chantier éducation populaire et d'un espace ressource (élections municipales, MSE, plaidoyers...)

LA FORCE DU RÉSEAU

Tout au long de cette période, le réseau des fédérations a démontré sa capacité à :

- Coordonner et mobiliser : organiser des actions nationales et régionales, relier les initiatives locales, se faire mieux connaître du grand public.
- Donner de la voix : porter des plaidoyers audibles auprès des institutions, du gouvernement et des parlementaires.
- Produire et documenter : enquêtes flash, remontées de terrain, argumentaires solides.
- Valoriser et rendre visibles : médiatiser les actions, publier des communiqués, interpeller l'opinion publique.
- Renforcer un réseau partenarial (CNAJEP, LMA, CRAJEP, MAB, Pacte du pouvoir de vivre...)



- Financiers : deux FAE obtenus (2024 : 11,7 M€ ; 2025 : 5 M€).
- Politiques : dialogue renforcé avec la CNAF et la CNAV, reconnaissance institutionnelle, poids dans les débats parlementaires.
- Sociaux et culturels : mise en lumière du rôle des centres sociaux comme acteurs de cohésion et porteurs des droits culturels.
- Symboliques : image d'acteurs incontournables, capables de rassembler habitants, élus, associations et institutions.

CONCLUSION

Prises globalement, ces données montrent que la Bretagne dispose d'un réseau mobilisé, structuré et réactif, capable d'agir simultanément sur plusieurs fronts : communication, mobilisation publique, relations politiques, actions citoyennes.

Cette dynamique régionale nourrit directement la force du plaidoyer national en démontrant que les revendications portées auprès de la CNAF, du ministère ou du Parlement reposent sur une réalité de terrain solide et documentée.

ET DEMAIN ?

Les élections, application de la nouvelle circulaire AVS, poursuite des alliances inter-associatives et institutionnelles, plaidoyers, pour renforcer le mouvement



Et concrètement, la Fédération, à quoi sert-elle ?

À faire en sorte que les centres ne soient jamais seuls, mais aussi à construire une vision collective pour le réseau.

La Fédération n'est pas seulement une courroie de transmission : elle est un espace de réflexion, d'innovation et de projection sur les grands enjeux de société.

À partir des réalités de terrain, elle élabore un projet fédéral qui donne du sens à l'action collective, anticipe les évolutions des politiques publiques et ouvre de nouvelles perspectives sur des sujets majeurs : cohésion sociale, démocratie de proximité, éducation populaire, droits culturels, lutte contre les inégalités.

Dans un contexte de fortes tensions, le travail fédéral a permis à la fois de défendre l'AVS, de sécuriser les structures les plus fragilisées et de porter des propositions nouvelles auprès des institutions. Il a renforcé la reconnaissance du réseau et sa capacité à peser durablement dans le débat public.

Ce plaidoyer en est la traduction concrète : un travail collectif qui relie le local au national, protège l'existant et prépare l'avenir, au service des centres sociaux, des équipes et des habitants.



FCSB
Fédération
Centres Sociaux &
Socioculturels de
Bretagne